

Il y a un échange libre et soutenu de millions de gens entre le Canada, les Etats-Unis et la plupart des pays d'Europe. Ceci n'est pas seulement important pour notre économie, mais c'est aussi essentiel à notre subsistance culturelle, au maintien et au développement de liens familiaux et d'amitiés personnelles. Cette circulation des personnes, libre et sans entrave, constitue une force positive pour une compréhension mutuelle et, par conséquent, pour la paix; elle contribue d'une manière très réelle à la réalisation des objectifs de la CSCE. Aussi, pour cette raison, espérons-nous qu'il sera possible au cours de cette réunion de trouver des moyens d'étendre ce réseau de contacts sur le plan personnel, institutionnel et de l'organisation, à ces parties de l'Europe et à ces gens qui, jusqu'à présent, se sont vu refuser à un degré plus ou moins important leurs avantages.

Cela n'est pas un petit problème, M. le Président, puisqu'il touche un nombre considérable de nos citoyens et qu'il a de sérieuses répercussions sur plus d'un aspect des relations entre les pays.

J'aimerais tout d'abord aborder le plus fondamental du sujet: l'aspect personnel et humanitaire. Il est vrai que des familles canadiennes venues d'Europe orientale se sont installées au Canada depuis le XIXe siècle et qu'il se peut en conséquence qu'elles aient peu de contacts directs avec des proches parents dans leur patrie d'origine, néanmoins elles maintiennent un vif intérêt aux liens culturels. Il est tout aussi vrai qu'aujourd'hui, sur une population canadienne de 25 millions, presque un million de Canadiens parle comme langue maternelle, leur première langue, une langue d'Europe orientale ou d'Union Soviétique. C'est pour ces gens sans doute que le problème est le plus déchirant, qu'il est ressenti le plus profondément, le plus directement et de la façon la plus poignante. Ces personnes se trouvent en effet coupées de leurs racines